

À LA UNE

L'activité des enseignes en légère hausse en 2024, vers une consommation atone en 2025

Bilan de l'activité du commerce spécialisé sur l'année 2024

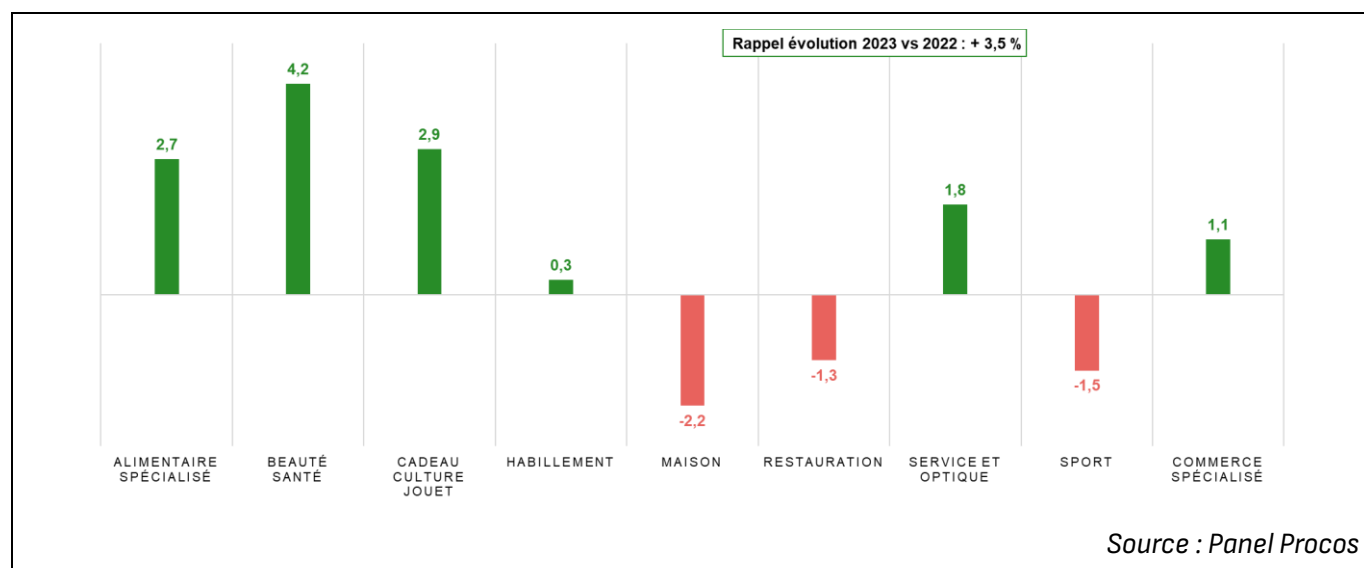
Une légère hausse des ventes en magasin sur l'ensemble des secteurs : + 1,1 %

L'activité des magasins à surface égale des enseignes du commerce spécialisé du panel Procos s'est terminée en hausse légère de + 1,1 % en 2024 par rapport à l'année 2023. Rappelons que cette hausse 2024 fait suite à une augmentation un peu plus conséquente de + 3,5 % sur l'année 2023 (vs 2022).

Compte tenu de l'inflation sur douze mois estimée par l'INSEE à + 2,4 %, cette augmentation des chiffres d'affaires de 1,1 % est significativement inférieure à l'inflation ce qui peut résulter de plusieurs phénomènes, nous y reviendrons :

- La baisse des volumes vendus
- La baisse de la valeur unitaire des produits vendus suite à des consommateurs préférant des produits moins chers, MDD ou produits proposés par des acteurs plus discount.

Évolution en % des ventes magasins des enseignes du commerce spécialisé par secteur sur la période janvier-décembre 2024 vs 2023



Des ventes web mieux orientées qu'en magasins

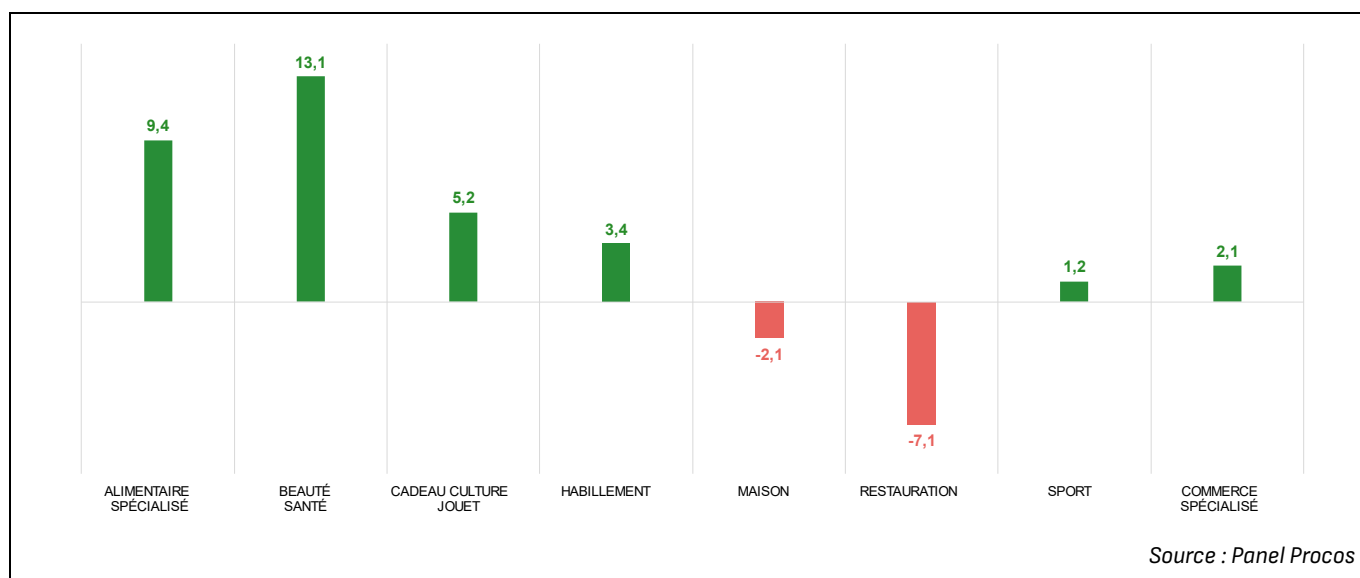
Alors que nous avons constaté fin 2023 que l'activité des magasins avait été plus dynamique (+ 3,5 % en 2023 vs 2022) que celle du web, l'année 2024 a été marquée par une tendance inverse, plus favorable au vente web (+2,1 %) que dans les magasins (+1,1 % seulement).

Ce constat est vrai dans tous les secteurs d'activité à l'exception de la restauration dont les ventes web

ont significativement baissé (notamment parce que certains acteurs cherchent à réduire la part des livraisons dans le modèle économique). Pour le secteur de l'équipement de la maison, ventes magasins et web ont exactement la même orientation à la baisse.

Notons que cette croissance des ventes web de + 2,1 % ne fait que suivre la hausse des prix sur 12 mois.

Évolution en % des ventes web des enseignes du commerce spécialisé par secteur sur la période janvier-décembre 2024 vs 2023



Évolution des ventes cumulées des enseignes en magasin et sur le canal internet

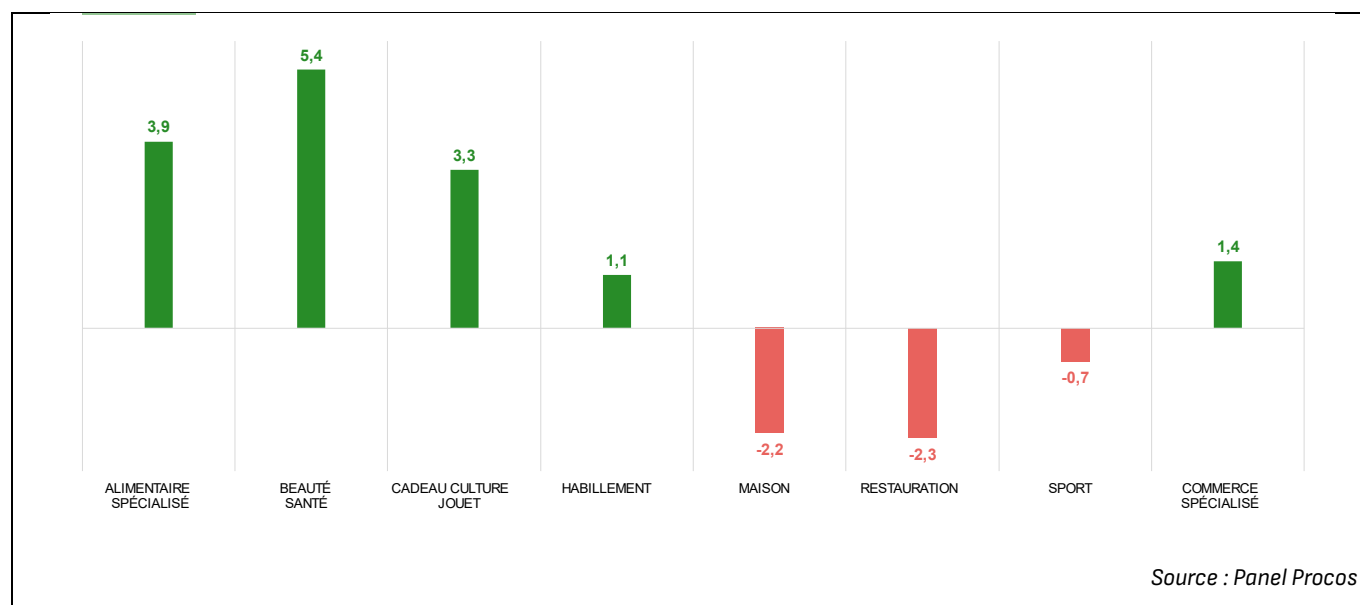
En cumul magasins + web, on constate une contraction significative pour les secteurs de l'équipement de la maison et de la restauration sur l'année 2024 vs 2023.

Pour les autres secteurs, l'année a été mieux orientée avec une hausse soutenue dans le secteur de la beauté et dans une moindre mesure dans les secteurs de l'alimentaire spécialisé et culture-cadeaux-jouets.

L'habillement termine l'année avec des ventes similaires à 2023 grâce à une période de reprise en fin d'année.

Le sport a vécu une année de légère contraction également en subissant les soubresauts des ventes d'habillement d'une part, et des difficultés de certains segments tels que le cycle, notamment après quelques années de vente très actives.

Évolution en % des ventes magasins + web des enseignes du commerce spécialisé par secteur sur la période janvier - décembre 2024 vs 2023



Une année chaotique pour les activités des secteurs du commerce spécialisé

Le détail des évolutions mois par mois des chiffres d'affaires des magasins sur l'ensemble du commerce spécialisé met en évidence des variations très fortes d'activité par rapport aux mêmes mois en 2023 surtout au premier semestre. Celui-ci a été marqué par **d'importants impacts calendaires** (pâques, fête des mères) ainsi que des décalages importants de vacances au printemps.

Les mauvaises performances en janvier et juillet résultent prioritairement de périodes de soldes très médiocres.

En juillet, la dissolution de l'Assemblée nationale a marqué le début d'une très longue période d'instabilité politique créant des incertitudes peu favorables à la consommation, pourtant, à l'exception de juillet, celle-ci a été mieux orientée que ce qui avait été craint.

Notons que les Jeux Olympiques, bien que réussis sur le plan sportif, ont peu bénéficié à l'activité des enseignes des secteurs du commerce spécialisé et ont même eu des impacts négatifs forts sur l'activité des magasins parisiens.

Pour l'habillement l'année 2024 se termine mieux qu'elle n'avait commencé. Les huit premiers mois de l'année ont été vraiment difficiles, la météo a été défavorable, les deux périodes de soldes ont été marquées par des baisses d'activité, et le mois de juillet a été négativement impacté à Paris pour les jeux olympiques.

En 2024, l'activité des magasins en hausse de + 0,3 % (très inférieure à l'inflation à 2,4 %) et cela fait suite à une baisse d'activité en 2023 (- 1,1 %).

Le mois de septembre a marqué le retour à une activité plus favorable, principalement du fait d'une météo favorable. Les derniers mois ont été plutôt atones avec un mois de novembre négatif du fait d'un Black Friday plus tardif ayant généré un transfert d'activité sur décembre.

Compte tenu du poids de la fin d'année sur l'activité totale de l'année, le total est plutôt satisfaisant du fait du retard qu'il fallait combler après l'été.

Beauté-santé, la dynamique se poursuit

La hausse des ventes en 2024 est de + 4,2 % et fait suite à une forte dynamique de 2023 à + 7,9 %. Bien entendu, ces évolutions masquent des écarts de performances entre les acteurs du marché mais la dynamique demeure très forte. Par ailleurs, ces évolutions sont à surface égale et ne tient pas compte du développement très rapide de certains acteurs dont le volume d'ouvertures de magasins demeure très soutenu.

Notons toutefois deux mois en léger retrait, bien que positif. Septembre car les consommateurs ont orienté leurs achats vers l'habillement dont les performances ont été exceptionnelle en septembre 2024 (+ 1,6 %), et le mois de décembre (+1,3 %) qui, il est vrai, avait été à + 7,2 en décembre 2023.

Une année difficile pour une majorité des acteurs de l'équipement de la maison

Plusieurs phénomènes impactent négativement l'activité.

En premier lieu le contexte politique et l'incertitude créée depuis la dissolution en juillet. Un mois très mauvais pour l'équipement de la maison à - 7,5 % par rapport à juillet 2023.

Les marchés de logement neuf et ancien déprimés qui impactent très fortement le volume de déménagements et cantonne certains secteurs comme le meuble à une activité de remplacement. Rappelons-nous par ailleurs, que les années Covid ont bénéficié aux acteurs de l'équipement de la maison avec un taux d'équipement qui s'est fortement accru, des décorations récentes... Enfin les augmentations de prix des matières premières suites à la guerre en Ukraine et l'augmentation des prix de l'énergie a entraîné des hausses de prix conséquentes.

Sur un plan plus structurel, une partie importante de ces marchés (bricolage, meuble ...) s'oriente de plus en plus vers la notion de projet et pas seulement la vente de produit.

Cadeaux-culture-jouet, une année qui se termine avec une hausse de + 2,9 % des ventes magasins

Compte tenu du contexte très morose du fait de la situation politique, il était naturel de s'inquiéter pour les activités culture-cadeaux-jouets orientées achats plaisir, donc en théorie non indispensables.

Les Français n'ont pas souhaité se priver, même dans un tel contexte et ces activités en ont bénéficié et c'est heureux puisque l'année 2023 s'était soldé par une baisse de - 1,5 %.

Une partie des acteurs a bénéficié d'une bonne dynamique touristique tout au long de l'année même si la période JO a été plus compliquée sur Paris.

Sur le marché du jouet, les enseignes du commerce spécialisé ont surperformé puisque le marché est resté morose en 2024 en recul de -0,7% en valeur et de -1,2% en volume selon Circana.

Décembre 2024 en demi-teinte

Après un + 2,5 % en septembre, + 2,2 % en octobre et + 1,1 % en novembre, l'activité de décembre a été décevante pour beaucoup de secteurs du commerce spécialisé, la moyenne étant à - 0,7 %. Rappelons que l'activité avait été en légère hausse en décembre 2023, à + 1,3 %.

Le secteur qui se distingue est celui de la culture-jouet-cadeaux qui réalise un mois dynamique à + 4,1 % preuve que les Français ont souhaité se faire plaisir malgré un contexte morose et beaucoup d'incertitudes.

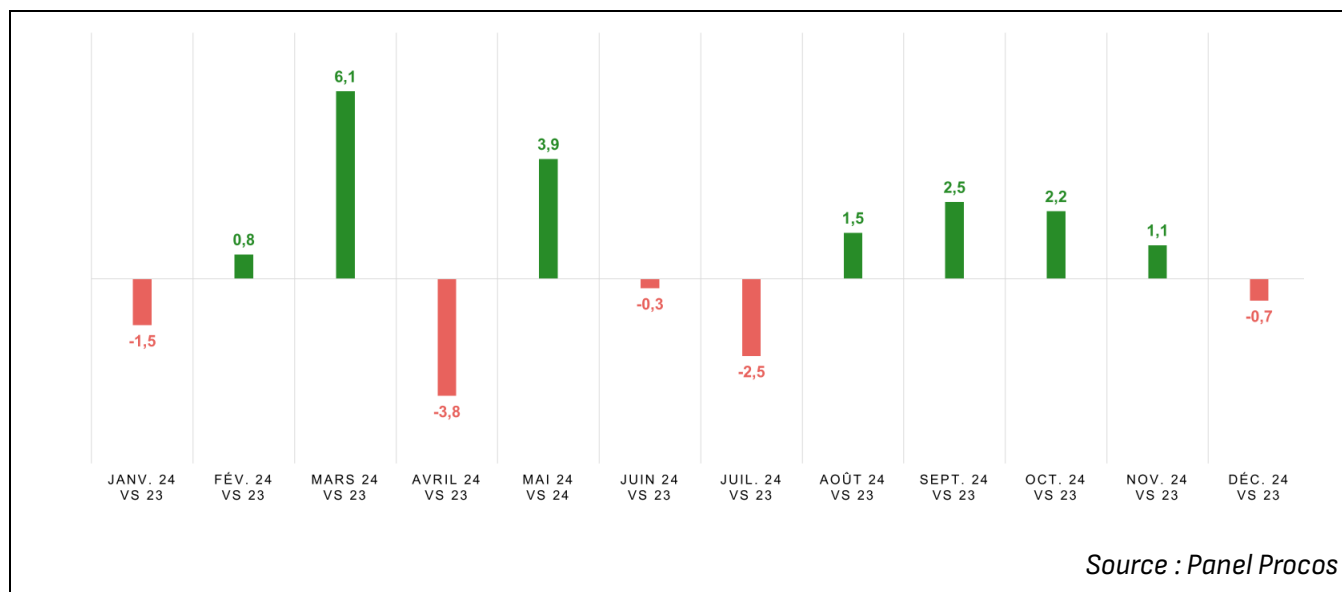
Il est notable que la consommation ne s'est toutefois pas écroulée en décembre même si certains secteurs tels que la restauration (-2,9 %) n'ont pas réalisé les résultats espérés soumis à des arbitrages défavorables consécutivement aux problèmes de pouvoir d'achat.

Il était évidemment vital que l'activité de décembre résiste tant le poids dans le total des chiffres d'affaires et les résultats de l'année est important.

Notons par ailleurs que, dans de nombreux secteurs, les chiffres d'affaires ont été soutenus par de fortes

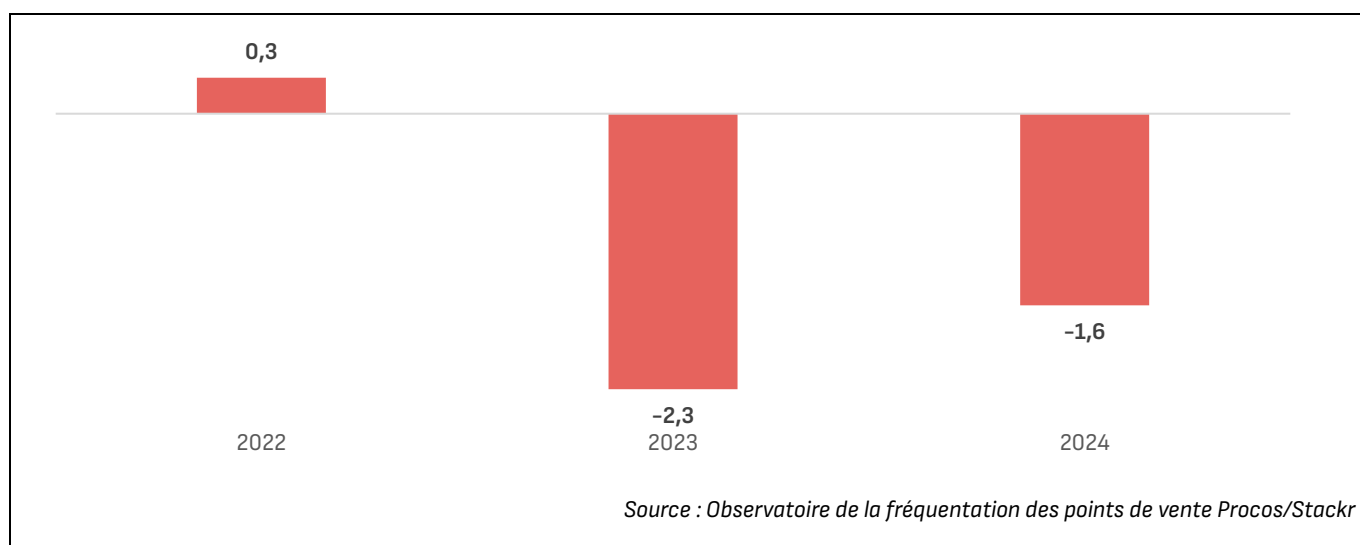
actions promotionnelles, tendance renforcée par le décalage du Black Friday très proche de Noël. Il est évident que cela aura eu des impacts sur les marges réalisées.

Commerce spécialisé - Évolution des chiffres d'affaires magasins par mois en % 2024 vs 2023



Fréquentation des magasins : les tendances à la baisse se poursuivent mais la baisse est moins forte qu'en 2023

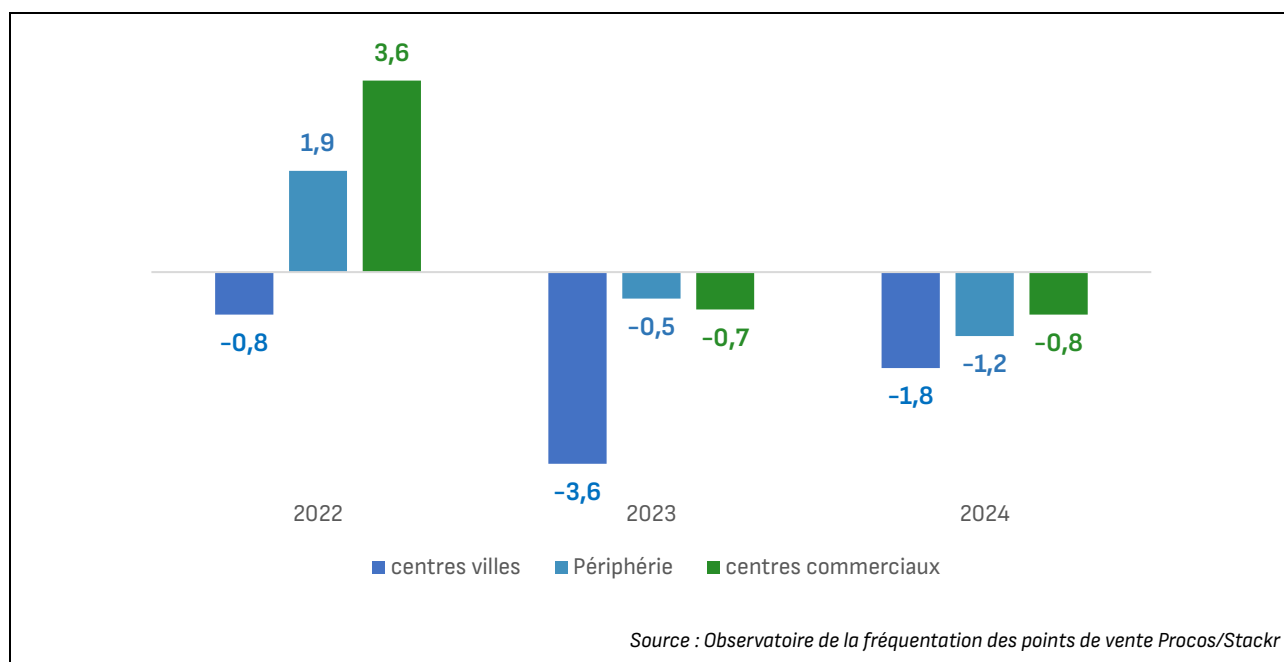
Évolution annuelle en % de la fréquentation des magasins (année N vs N-1)



Une baisse de fréquentation des magasins plus forte en centre-ville

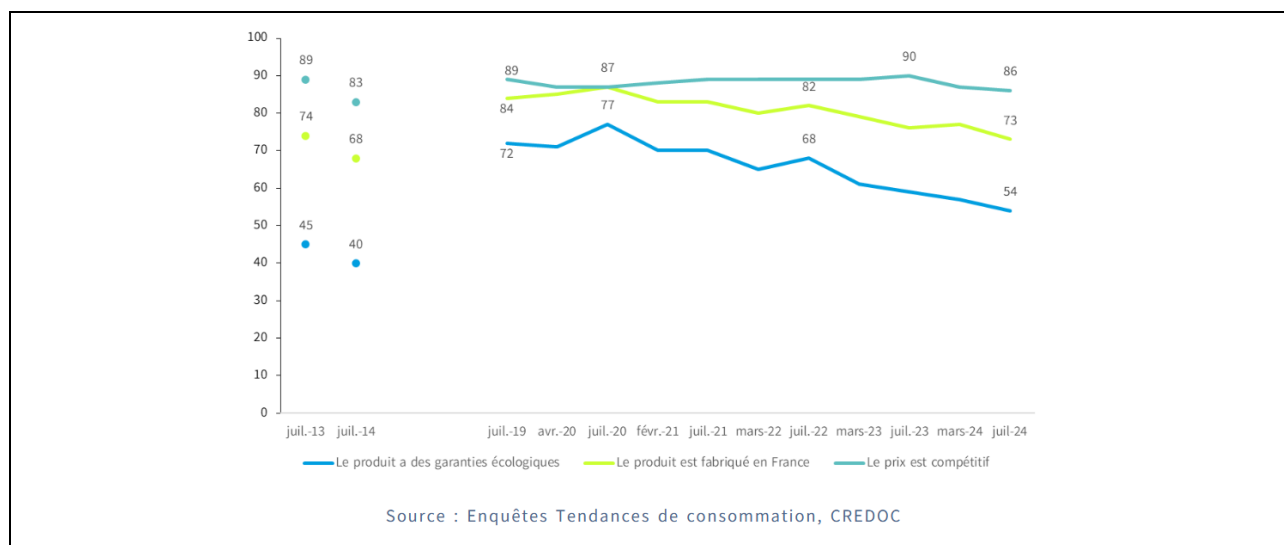
Évolution annuelle en % de la fréquentation des magasins (année N vs N-1)

L'évolution de la fréquentation des magasins est en plus forte baisse dans les centres-villes que dans les centres-commerciaux ou les zones commerciales. L'écart est toutefois moins important en 2024 qu'il ne l'était en 2022 et 2023.



Le prix est devenu le critère majeur de choix du consommateur

Les tendances relevées ci-dessous par le Credoc montre combien ces dernières années ont été marquées par le retour du prix comme critère n° 1 dans les préoccupations des consommateurs. Evolution qui a eu un impact défavorable sur le contenu écologique ou la fabrication en France.



Quelles perspectives pour 2026 : pas de reprise avant 2026 selon la Banque de France

La Banque de France n'imagine pas de scénario catastrophe pour 2025. Toutefois, la croissance devrait être très faible de l'ordre d'un quart de point par trimestre.

Malgré le reflux de l'inflation (1,6 %) et les gains de pouvoir d'achat, la consommation resterait modérée (+0,9 % en 2025, après +0,8 % l'an dernier), affectée par les mesures de réduction du déficit et l'incertitude politique.

Les économistes ne misent plus sur un franc redémarrage de la consommation des ménages cette année, malgré la désinflation.

Selon la Banque de France, la croissance resterait positive en 2025 mais diminuerait un peu, avant de gagner en vigueur en 2026.

En 2025, l'économie française continuerait de croître à un rythme assez faible à **0,9 %** en moyenne annuelle.

La demande intérieure serait en effet affectée non seulement par les mesures de consolidation budgétaire, mais aussi par le contexte d'incertitude qui les entoure. **La consommation des ménages accélérerait seulement modérément après avoir connu une croissance atone en 2024.**

La contribution de l'investissement privé resterait négative, mais nettement moins qu'en 2024.

En 2026, la croissance annuelle rebondirait à **1,3 %**, favorisée par la détente des conditions financières qui permettrait à l'investissement privé de contribuer de nouveau positivement à la croissance. **La consommation des ménages progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025**, stimulée par une baisse un peu plus marquée du taux d'épargne.

Les prévisions de la Banque de France

	2023	Projections				
		2024	2025	2026	2027	
La croissance (variation annuelle du PIB, en %)	1,1	1,1	0,9	1,3	1,3	
La consommation des ménages (en %)	0,9	0,8	0,9	1,1	1,1	
L'investissement des entreprises (en %)	2,5	-1,3	-0,2	2,1	2,9	
Les exportations (en %)	2,5	1,7	2,3	3,7	3,5	
Les créations nettes d'emplois (en milliers)	321	128	-40	64	194	
Le taux de chômage (BIT, France entière, en % population active)	7,3	7,4	7,8	7,8	7,4	
L'inflation (en glissement annuel, en %)	5,7	2,4	1,6	1,7	1,9	

SOURCES : INSEE, PROJECTIONS BANQUE DE FRANCE

 LesEchos

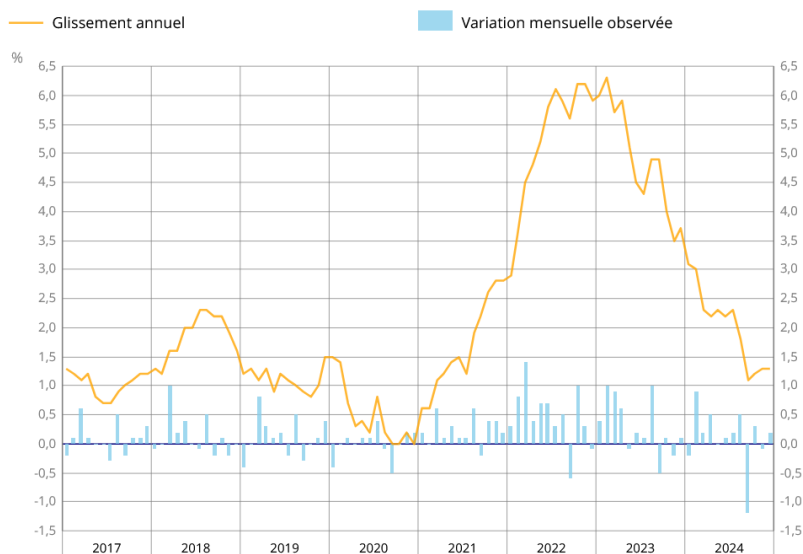
En 2027, la croissance annuelle serait proche de celle de 2026.

L'inflation se contracte à 1,6 % en tendance annuelle en 2025 (après 2,4 % en 2024).

En 2026, l'inflation totale et l'inflation hors énergie et alimentation s'établiraient respectivement à **1,7 % et 1,9 %**, la légère progression de l'inflation en 2026 proviendrait d'une moindre baisse des prix de l'énergie et d'une légère accélération des prix de l'alimentation en lien avec des hypothèses sur les matières premières alimentaires.

Enfin, en 2027, l'inflation totale se situerait à 1,9 %, et l'inflation hors énergie et alimentation à 1,8 %.

Évolutions de l'indice des prix à la consommation



Source : INSEE

Incertitude, manque confiance, vieillissement de la population : un taux d'épargne très élevé

Le taux d'épargne des Français reste à 18 %, la tendance ne s'est pas infléchie avec la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt.

La prudence prime du fait des incertitudes multiples : politique, fiscale, économique, environnementale. Par ailleurs, les tensions sur certains secteurs tels que les marchés du logement ne sont pas favorables à l'investissement des ménages et à la consommation sur les gros projets concernant l'habitat.

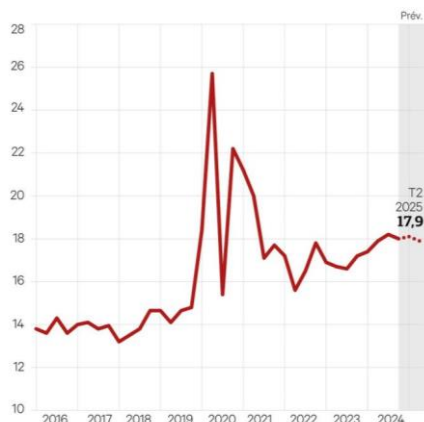
L'Insee pointe aussi du doigt la plus grande sobriété du consommateur ainsi que l'attentisme qui prévaut pour l'achat de certains biens, tels l'automobile (en raison des changements technologiques) ou l'immobilier (du fait du renchérissement du crédit).

Le taux d'épargne devrait un peu diminuer, mais le recul sera modeste. L'attentisme sur certains biens durables va perdurer.

L'incertitude liée à la situation politique et budgétaire de la France devrait retarder ou entraver ce repli attendu. Et le retour du chômage devrait accroître le phénomène et la prudence.

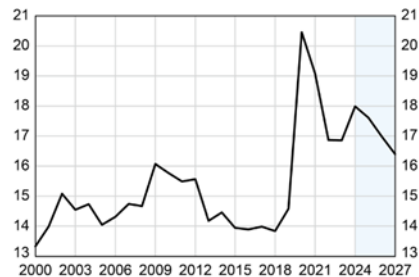
Le taux d'épargne des ménages

En % du revenu disponible brut



SOURCE : INSEE

LesEchos



Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleu.

Pouvoir d'achat : la réduction de l'inflation n'est pas perçue et ne se traduit pas encore dans une prise de conscience d'une évolution favorable du pouvoir d'achat.

22% des Français sont dans le rouge sur leur compte courant tous les mois ou presque, et ce dès le 16 du mois selon une étude menée par le comparateur Lesfurets en partenariat avec CSA Research.

Les tensions sur le pouvoir d'achat génèrent des arbitrages dans les dépenses ; en premier lieu, le shopping devant les vacances, week-ends et les sorties (restaurant, cinéma...).

Cette pression sur le pouvoir d'achat entraîne des renoncements au quotidien

Ces derniers mois, avez-vous dû renoncer à chacune des choses suivantes pour des raisons financières ?
Plusieurs réponses possibles – Total supérieur à 100% - En % - Ensemble des Français.



77% des Français ont dû renoncer à au moins une de ces dépenses

ELABE Les Français et le pouvoir d'achat 23 janvier 2025

- 11 -

#Opinion en direct

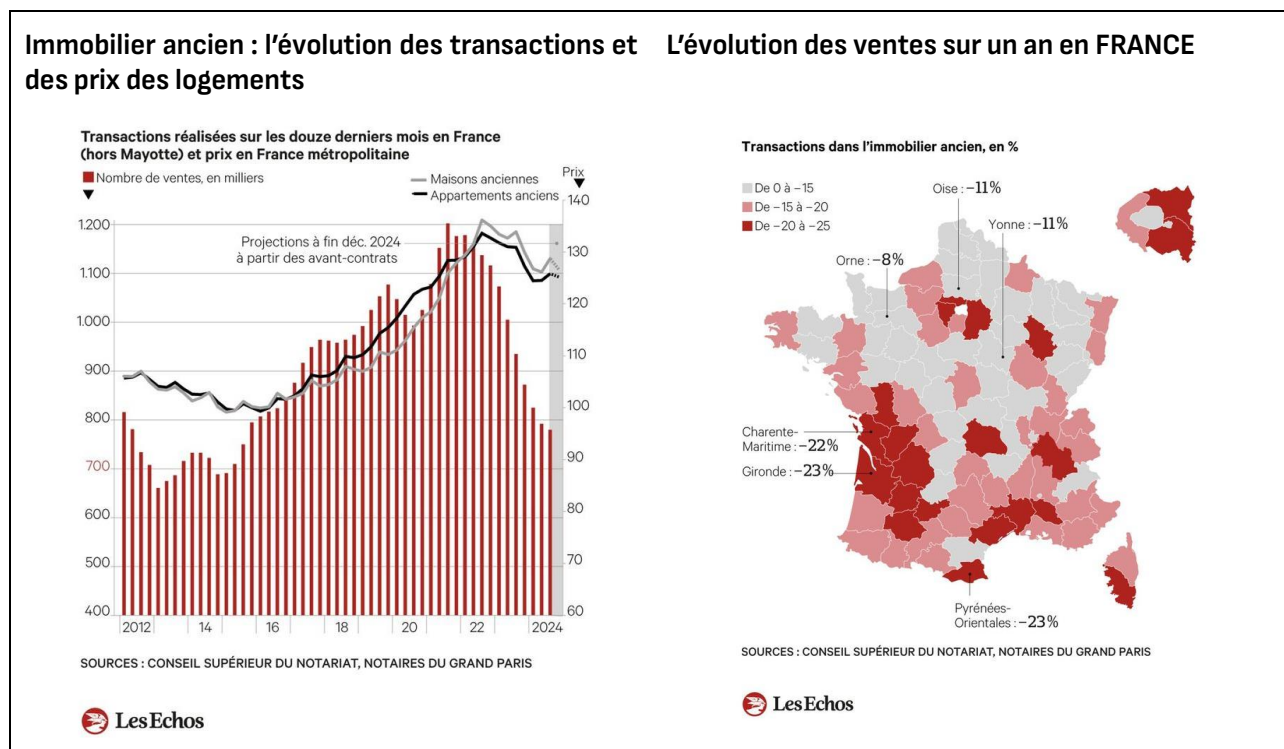
BFM TV



Immobilier : le volume de transactions est au plus bas en France depuis 2015

La baisse des ventes a été moins marquée au nord de la Loire – exception faite de l'Île-de-France – qu'au sud. Les records de baisse ont été enregistrés en Gironde et dans les Pyrénées-Orientales (- 23 %) ainsi qu'en Charente-Maritime et en Seine-Saint-Denis (- 22 %).

Mais les prix restent élevés. Sur cinq ans, deux villes seulement ont vu leurs prix baisser : Paris (- 4 %) et Bordeaux (- 2 %). Sur dix ans, aucune. Sur la décennie, Rennes est championne des hausses de prix (+ 53 %), devant Strasbourg (+ 41 %).



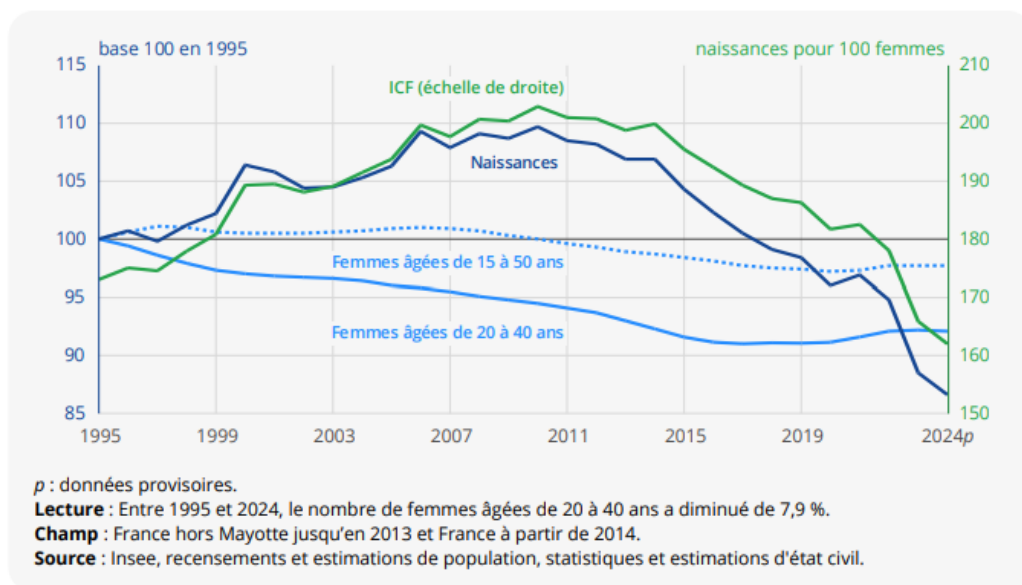
Une situation qui impacte fortement l'économie aussi bien la promotion et la construction en premier lieu ainsi que les agences immobilières, mais également tous les acteurs du commerce qui dépendent de la dynamique globale du logement (construction, achat/vente/déménagement) que sont les acteurs du commerce de l'équipement de la maison : bricolage, meuble, décoration, cuisiniste ... Toute une partie de la consommation qui a disparu le temps que les conditions de relance de ces marchés de l'habitat soient rétablies, ce qui prendra forcément du temps.

Une démographie marquée par la forte et soudaine baisse de la natalité et une tendance lourde du vieillissement de la population.

L'année 2024 a été marquée en France par une forte baisse de la natalité (- 2,2 %).

La France enregistre une baisse de 2,2 % du nombre de naissances en 2024 par rapport à 2023 et une baisse de plus de 21,5 % par rapport à 2010, selon les derniers chiffres de l'Insee.

Évolution du nombre de naissances, de femmes en âge de procréer et indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) depuis 1995



Le vieillissement de la population s'accélère.

Au 1er janvier 2025, en France, 21,8 % des habitants ont au moins 65 ans, contre 16,3 % en 2005. Les personnes âgées d'au moins 75 ans représentent désormais 10,7 % de la population, contre 8,0 % en 2005.

L'espérance de vie donne des signes de moindre croissance : si elle se stabilisait, ce n'est qu'en 2040 que le processus de vieillissement s'arrêterait. Il ne s'agit pas d'un choc, mais d'un processus lent, auquel on s'adaptera petit à petit.

Des salaires qui augmenteront moins vite en 2025.

Selon une étude LHH, les augmentations de salaire concédées lors des négociations annuelles obligatoires (NAO) devraient atteindre 2,5 % de la masse salariale en médiane, contre 3,5 % en 2024 et 4,75 % en 2023. Une conséquence directe du ralentissement de l'inflation.

L'investissement des ménages fortement contracté.

L'investissement des ménages s'est fortement contracté en 2023 et poursuivrait son recul en 2024.

Quelques indicateurs permettent d'espérer une amélioration en premier lieu le pouvoir d'achat immobilier des ménages s'est légèrement redressé grâce à la détente des taux d'intérêt et des prix immobiliers.

Sous réserve d'une reprise de la construction de logement d'ici là, l'investissement des ménages pourrait rebondir plus nettement en 2026 et en 2027.

Vers une tension nouvelle sur le taux de chômage.

La hausse du chômage se confirme. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail a augmenté de 3,5 % sur un an, pour atteindre 3,14 millions de personnes en moyenne.

Au quatrième trimestre 2024, la hausse représente 3,9 % par rapport au trimestre précédent.

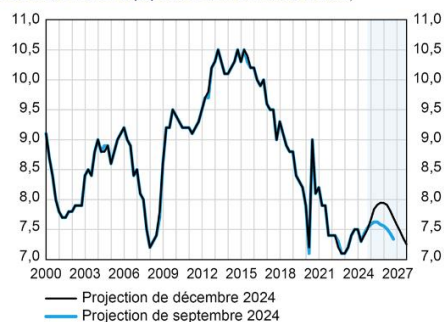
La dégradation frappe particulièrement les moins de 25 ans, avec 7 % d'inscrits supplémentaires au quatrième trimestre en France métropolitaine.

Le taux de chômage en hausse en 2025 avant un nouvelle baisse annoncée en 2026 – 2027

Il atteindrait un niveau de 7,8 % en moyenne annuelle en 2025 et en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2027, en raison d'une reprise plus franche de l'activité.

Graphique 6 : Taux de chômage

(au sens du BIT, en % de la population active, France entière)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

Conclusions

- Malgré la baisse de l'inflation, le contexte continue de pousser les Français à être prudents en matière de consommation.
- Les inquiétudes en matière d'emplois et de chômage vont croître en 2025 du fait des défaillances d'entreprises et de difficultés dans plusieurs secteurs d'activité.
- Le taux d'épargne, s'il se réduit dans le courant de l'année 2025, le fera très lentement.
- Les marchés dépendant de la construction de logements vont rester sous tension en 2025 même si cette année pourra être marquée par un début de relance du fait de la baisse du coût des crédits.
- La consommation restera donc sous une contrainte forte en 2025, les économistes espèrent une reprise en 2026-2027

Dans un tel contexte, les enseignes du commerce spécialisé devront :

- Faire face à l'émiettement de la consommation
- Séduire le consommateur : se différencier, innover pour augmenter la création de valeur
- Être prudentes sur leur image prix et la réalité des prix pratiqués en regard de la qualité de l'offre proposée
- Maîtriser leurs coûts : immobilier, effectifs
- Avoir des équipes de qualité et engagées
- Rechercher des capacités d'investissement (rentabilité suffisante) pour innover et se transformer
 - Préoccupation sur les approvisionnements (dollar, taxes sur les marchés internationaux)
 - La charge immobilière croissante